

Actualité du CdCF

AGENDA DES RÉUNIONS DU CdCF

• • •

16 mars

Commission fiscale

• • •

16 mars

Commission fiscale

• • •

29 mars (après-midi)

RDV de la Négo

(emploi des handicapés)

• • •

30 mars (matin)

Conseil d'administration

• • •

15 avril (après-midi)

Commission Internationale

• • •

20 avril (après-midi)

Commission Fiscale

• • •

RENDEZ-VOUS DU CdCF

• • •

1^{er} mars (matin)

RDV avec Yohann Bénard -
Directeur adjoint du Cabinet
de Christine LAGARDE,
en charge de la fiscalité

• • •

3 mars (matin)

Commission Relations du
travail - Medef

• • •

8 mars (matin)

Commission fiscale- Medef

• • •

8 mars (après-midi)

Groupe de travail
TLPE - Medef

• • •

8 mars (soir)

RDV avec Philippe GRAVIER,
Directeur adjoint du Cabinet
d'Hervé Novelli

• • •

16 mars (matin)

Assemblée permanente
du Medef

ÉTATS GÉNÉRAUX DU COMMERCE



Les États Généraux du Commerce qui se sont tenus le 5 février au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi ont été un véritable succès. Plus de 300 personnes ont participé à l'évènement.

Retrouver les photos de l'évènement sur le blog du commerce

<http://www.debat-commerce.fr/etats-generaux-du-commerce-2010/>

TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE

Dans son communiqué du 11 mars, le CdCF a demandé un moratoire sur la TLPE afin de mettre un terme à l'insécurité juridique dans laquelle se trouvent les commerçants confrontés à cette nouvelle taxe.

Le CdCF a également demandé à Brice Hortefeux, la mise en place d'un groupe de travail multipartite (préfets, communes et commerçants) pour apporter des réponses aux difficultés résultant de la mise en œuvre de la TLPE. Cette nouvelle taxe suscite en effet de nombreuses questions de la part des commerçants et donne lieu à de multiples interprétations de la part des communes. A défaut de la mise en place de ce groupe, le CdCF souhaite être associé à l'élaboration du décret.

Vous pouvez consulter sur le site Internet du CdCF une fiche technique présentant cette taxe. Cette fiche est régulièrement mise à jour pour tenir compte des remontées du terrain. La dernière actualisation, qui date du 1^{er} mars 2010 tient compte de jurisprudence du Conseil d'État du 28 octobre 2009 (arrêt ZARA), dont on peut conclure que **les supports publicitaires présents à l'intérieur d'un magasin n'entrent pas dans l'assiette de calcul de la TLPE.**

Consulter le communiqué de presse du 11 mars 2010 ainsi que les articles de presse citant le CdCF sur ce sujet sur le blog du commerce

<http://www.debat-commerce.fr/taxe-locale-sur-la-publicite-exterieure-le-conseil-du-commerce-de-france-demande-un-moratoire/>

Consulter la fiche technique sur la TLPE mise à jour en mars 2010

http://www.cdcf.com/docs_public/doc78.pdf

VALORISATION DES MÉTIERS DU COMMERCE DE PROXIMITÉ

Lors des États Généraux du Commerce, Hervé Novelli a annoncé la mise en ligne du site de valorisation des métiers du commerce de proximité le 1^{er} mars 2010. Mesure phare du plan d'actions en faveur du commerce de proximité, ce site Internet est principalement destiné aux jeunes. S'appuyant sur la contribution des organisations professionnelles partenaires dans le cadre des travaux de la commission de valorisation des métiers présidée par Gérard ATLAN, ce site présente une soixantaine de métiers, les formations afférentes et propose des offres d'emplois.

(Suite de la page 1)

• • •

18 mars (journée)

Commission de la Sécurité des
Consommateurs

• • •

23 mars (matin)

Steering Committee
d'EuroCommerce

• • •

23 mars

DGME - Simplifications sociales

• • •

29 mars (matin)

Conseil national de la
Consommation - GT sur les
allégations environnementales

• • •

29 mars (après-midi)

RDV avec Mme Chevalier
Direction de la Législation

Fiscale

• • •

30 mars

Commission Fiscale

Medef

• • •

Pour promouvoir ce site, une campagne de démultiplication, relayée notamment par la chaîne TV NRJ12 et le quotidien METRO, se déroulera courant mars.

Voir le site : www.metiersducommerce.fr

SOLDES FLOTTANTS

Le 23 février dernier, le CdCF a organisé une réunion de travail sur les soldes flottants. L'objectif était d'en dresser un premier bilan après une année de mise en œuvre. Au cours de cette réunion, il a été décidé d'organiser une consultation des commerçants concernés en s'appuyant sur l'analyse établie par les participants.

Répondre au questionnaire sur www.cdcf.com

RENCONTRES ENVIRONNEMENT DU COMMERCE

En décembre 2009, le CdCF a mis en place une Commission Environnement, présidée par Pierre Gogin. Cette commission a deux objectifs : informer et valoriser.

Concernant les travaux d'information, de sensibilisation et d'expertise, outre la production régulière de notes techniques et pédagogiques, la Commission organisera, à intervalle régulier, une matinée de rencontres entre les entreprises du commerce et des experts et décideurs en matière d'environnement. Ces rencontres seront animées à tour de rôle par les fédérations professionnelles qui composent le Conseil du Commerce de France.

La première « Rencontre Environnement du Commerce », animée par la FICIME, se déroulera le 4 mai en présence de Chantal Jouanno, secrétaire d'État à l'Environnement.

Concernant la valorisation des initiatives du commerce en faveur de l'environnement, la Commission a décidé d'axer ses travaux sur :

- l'éco-conception des magasins et des centres commerciaux
- l'affichage environnemental dans les lieux de vente et sur internet
- l'éco-conception des produits
- le transport et la logistique.

Actualité juridique

TAUX D'INTÉRÊT LÉGAL

Le taux de l'intérêt légal est fixé à 0,65 % pour l'année 2010.

Pour rappel, le taux d'intérêt des pénalités applicables aux retards de paiement ne peut être inférieur à 3 fois le taux de l'intérêt légal.

Voir le décret n° 2010-127 du 10 février 2010 : http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20100211&numTexte=4&pageDebut=02443&pageFin=02443

OBLIGATION POUR TOUTES LES ENTREPRISES D'ÉTABLIR DES CONSIGNES OU INSTRUCTIONS DE SÉCURITÉ EN CAS D'INCENDIE

Le décret 2010-78 du 21 janvier 2010, relatif à l'information des travailleurs sur les risques pour leur santé et leur sécurité, étend à toutes les entreprises l'obligation d'établir des consignes ou instructions de sécurité d'évacuation rapide des salariés en cas d'incendie. Par ailleurs, elles devront informer leurs salariés une fois ces consignes établies mais également les alerter sur l'identité des personnes chargées de mettre en œuvre les mesures prévues. Jusqu'ici, seules les entreprises considérées « à risque » et les entreprises dans lesquelles pouvaient se réunir 50 personnes étaient tenus d'établir des consignes d'instruction.

Voir le décret : http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20100122&numTexte=22&pageDebut=01418&pageFin=01418

TVA INTRACOMMUNAUTAIRE

Depuis le 1^{er} janvier 2010, le lieu d'imposition des prestations de services entre entreprises (B to B) est celui où est établi l'acheteur (auparavant, c'était le lieu d'établissement du prestataire). Pour les prestations de services à destination des consommateurs ou des personnes non assujetties à la TVA, le lieu d'imposition reste celui où le prestataire est établi.

Lorsque le client est une personne non assujettie (un particulier, une personne morale non assujettie non identifiée ou un assujetti qui acquiert des services pour ses besoins privés), le principe général de taxation au lieu d'établissement du prestataire demeure.

Ces nouvelles règles impliquent de nouvelles obligations déclaratives en matière de TVA. Ainsi, les prestataires de services intracommunautaires doivent établir la déclaration des opérations non imposables pour lesquelles la TVA est autoliquidée par le preneur et effectuer le dépôt d'une déclaration européenne de services (DES) auprès de la Direction générale des douanes et droits indirects.

Pour en savoir plus, voir le lien suivant : http://www.impots.gouv.fr/portal/dgi/public;jsessionid=GFONWE5HZUVJJQFIEMRCFFWAVARXAIV1?paf_dm=popup&paf_gm=content&typePage=cpr02&paf_gear_id=500018&espld=2&d ocOid=documentstandard_5832&temNvlPopUp=true et le Portail ProDouane : <https://pro.douane.gouv.fr/>

TGAP SUR LES IMPRIMÉS

La loi de finances rectificative pour 2009 a apporté plusieurs aménagements au régime de la TGAP applicable à la filière des imprimés et des papiers graphiques, pour les redevables ne s'acquittant pas volontairement de l'éco-contribution (art. 266 sexies). Le nouveau tarif applicable à la TGAP sur les imprimés papiers émis à destination des utilisateurs finaux s'élèvera désormais à 120 euros par tonne au lieu de 940 euros. Ce tarif est rétroactif. D'autre part, la loi relève le seuil d'assujettissement à la TGAP "imprimés" à 5 tonnes de papier.

Enfin, la date limite de transmission de la déclaration annuelle est reportée au 30 avril (au lieu du 10 avril) de l'année qui suit celle au cours de laquelle le fait générateur est intervenu.

Pour en savoir plus, voir la circulaire du 19 janvier 2010 sur la fiscalité de l'énergie et de l'environnement : <http://www.douane.gouv.fr/data/file/6162.pdf>

ÉLARGISSEMENT DES MISSIONS DES CENTRES DE FORMALITÉS AUX ENTREPRISES

Les CFE sont dorénavant compétents pour recevoir, en sus des déclarations relatives à la création, aux modifications de la situation ou à la cessation d'activité des entreprises, les dossiers de demandes concernant les autorisations que l'entreprise doit obtenir pour l'accès à certaines activités et leur exercice. Le déclarant conserve toutefois la possibilité de déposer directement auprès des autorités compétentes ces demandes d'autorisation.

Le décret du 1^{er} mars 2010 donne également au déclarant la possibilité d'accomplir l'ensemble de ces formalités par voie électronique.

Voir le décret n° 2010-210 du 1^{er} mars 2010 : <http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/c o m m o n / j o p d f . j s p ? numJO=0&dateJO=20100303&numTexte=23&pageDebut=04334&pageFin=04337>

(Suite de la page 2)

UTILISATION DES TITRES RESTAURANT

Le paiement par titre-restaurant des fruits et légumes immédiatement consommables est désormais applicable.

Le décret 2010-220 du 3 mars 2010 rappelle également que « les titres-restaurant ne peuvent être utilisés que dans les restaurants et auprès des organismes ou entreprises assimilés ainsi qu'auprès des détaillants en fruits et légumes sous réserve qu'ils offrent une préparation alimentaire i m m é d i a t e m e n t consommable ».

Voir le décret du 3 mars : <http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/c o m m o n / j o p d f . j s p ? numJO=0&dateJO=20100304&num Texte=49&pageDebut=04469&pageFin=04470>

Voir l'arrêté : <http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/c o m m o n / j o p d f . j s p ? numJO=0&dateJO=20100304&num Texte=37&pageDebut=04441&pageFin=04442>

PARTICIPATION A UN JURY DE VAE

Selon un décret du 17 mars 2010, « le salarié désigné pour participer à un jury d'examen ou de validation des acquis de l'expérience en application des dispositions de l'article L. 3142-3-1 adresse à l'employeur, dans un délai qui ne peut pas être inférieur à quinze jours calendaires avant le début de la session d'examen ou de validation, une demande écrite d'autorisation d'absence indiquant les dates et le lieu de la session. Il joint à sa demande une copie de la convocation à participer à un jury d'examen ou de validation des acquis de l'expérience »

Voir le décret n° 2010-289 du 17 mars 2010 : <http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/c o m m o n / j o p d f . j s p ? numJO=0&dateJO=20100319&num Texte=20&pageDebut=05505&pageFin=05505>

BILAN DE LA LME

Le Sénat et l'Assemblée nationale ont dressé un premier bilan de l'application de la loi de modernisation de l'économie. Ce sont surtout l'urbanisme commercial, la réduction des délais de paiement et la réforme des relations commerciales qui ont retenu l'attention des parlementaires, qui évoquent ainsi plusieurs pistes d'amélioration.

Concernant les délais de paiement, le Sénateur Isabelle Lamure propose notamment de clarifier la loi sur certains de ses aspects - comme son application à l'international - et d'examiner l'opportunité d'appliquer des sanctions pénales en cas de non respect du délai de paiement supplétif.

Concernant l'urbanisme commercial, les députés Patrick Ollier et Jean Gaubert ont réaffirmé leur attachement à ce que la fusion entre urbanisme commercial et urbanisme de droit commun, promise par le Gouvernement lors des débats à l'Assemblée nationale intervienne dans les meilleurs délais.

Consulter le rapport d'Isabelle Lamure : <http://www.senat.fr/rap/r09-174/r09-1741.pdf> et celui de Patrick Ollier et Jean Gaubert : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/rap-info/i2312.pdf>

MODERNISATION DU CONGÉ DE MATERNITÉ

Une proposition de loi visant à moderniser le congé de maternité doit être examinée à l'Assemblée nationale le 25 mars prochain. Ce projet a pour objectif une meilleure articulation entre vie professionnelle et vie privée.

Il est notamment proposer de prolonger de quatre semaines le congé de maternité (20 semaines), de maintenir intégralement le salaire pendant toute la durée du congé – avec indemnité à la charge de l'employeur si celui-ci excède le plafond de Sécurité Sociale, de considérer le congé parental comme étant du temps de travail effectif afin que celui-ci ne constitue pas un handicap vis-à-vis de la carrière professionnelle du bénéficiaire...

Voir la proposition de loi : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/propositions/pion1468.asp> et les amendements : http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/amendements_commissions/soc/1468-01.pdf

DIRECTIVE RELATIVE AU CONGÉ PARENTAL

Le Conseil Européen a définitivement adopté, le 8 mars dernier, la directive sur le congé parental. Cette directive porte application de l'accord-cadre européen, conclu par les partenaires sociaux européens sur le congé parental du 18 juin 2009. Cette directive prévoit :

- un allongement d'un mois de la durée du congé parental : sa durée minimale est désormais fixée à 4 mois,
- qu'au moins un des quatre mois du congé ne pourra être transféré (si le père ne prend pas ce congé, le mois sera perdu ; il ne pourra être transféré à la mère),
- que ses dispositions s'appliquent à tous les travailleurs, quelles que soient leurs relations de travail. Cependant la fixation des conditions de modalités d'accès relèvent de la compétence des Etats membres,
- ou encore que le travailleur ait le droit de retrouver son poste de travail ou un poste équivalent à son retour de congé...

Les États membres ont, à compter de la parution au JO de l'Union Européenne, deux ans pour transposer la directive à leur droit national.

Consulter la directive : <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2010:068:0013:0020:FR:PDF>

(Suite de la page 3)

SÉCURITÉ DES JOUETS

La France vient de transposer la directive n° 2009/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 relative à la sécurité des jouets.

Le décret du n° 2010-166 du 22 février 2010, dont la majeure partie des dispositions s'appliquera à compter du 20 juillet 2011, concerne notamment les obligations d'information relatives au marquage CE .

Voir le décret : http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20100224&numTexte=13&pageDebut=03476&pageFin=03481

REMPLACEMENT D'UN SALARIÉ EN FORMATION

La rémunération versée à un salarié recruté par une entreprise employant moins de dix salariés pour remplacer un salarié absent de l'entreprise pour cause de formation durant le temps de travail peut être prise en charge au titre du plan de formation par l'OPCA auquel celle-ci est adhérente sur la base du taux horaire du salaire minimum de croissance brut dans la limite de cent cinquante heures de formation.

Voir le décret 2010-290 du 17 mars 2010 : http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20100319&numTexte=21&pageDebut=05505&pageFin=05505